



Vendredi 5 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

## SOMMAIRE

Page

Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle: rapport spécial du Conseil de tutelle et rapport du Comité des unions administratives (A/2151, A/2217, A/C.4/L.246, A/C.4/L.247) [suite] ..... 327

Président: M. Rodolfo MUNOZ (Argentine).

**Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle: rapport spécial du Conseil de tutelle et rapport du Comité des unions administratives (A/2151, A/2217, A/C.4/L.246, A/C.4/L.247) [suite]**

[Point 31\*]

1. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur un amendement commun du Brésil et de l'Irak (A/C.4/L.246) au projet de résolution proposé par le Comité des unions administratives (A/2217, par. 15), et sur un projet de résolution de l'URSS (A/C.4/L.247).

2. M. FORSYTH (Australie) fait observer que le Chapitre XII de la Charte a établi un régime permettant d'administrer et de contrôler certains territoires, notamment des territoires anciennement sous mandat, et a défini la procédure au moyen de laquelle ces territoires seraient placés sous le régime en question, à savoir, des accords comprenant des conditions particulières qui entreraient en vigueur dès leur approbation par l'Assemblée générale. Dans le Chapitre XII, l'accent est mis sur les "accords" et les "conditions" de ces accords, les principes généraux que ces accords doivent respecter étant énoncés à l'Article 76. Le Chapitre XII constitue donc un fondement juridique pour la négociation et l'approbation de traités internationaux distincts pour chaque territoire, la surveillance de l'exécution de ces traités étant confiée à l'Assemblée générale. Le Chapitre XIII se borne à arrêter le détail du système de surveillance internationale. Les traités en question ne sont pas conclus entre l'Organisation des Nations Unies d'une part et un Etat ou des Etats d'autre part; ce sont des traités entre "les Etats directement intéressés". Le rôle des Nations Unies est un rôle de surveillance, surveillance qui est établie par l'acte d'approbation des traités par l'Assemblée générale. L'acte d'approbation confirme les accords dont sont convenus les Etats directement intéressés et confère aux Nations Unies le pouvoir de surveiller l'exécution de ces accords. Cet acte oblige

tous les signataires de la Charte — tant les Autorités administrantes que les autres Etats Membres — à respecter les termes de ces accords. La fonction de surveillance exercée par l'Assemblée générale est définie pour chacun des Territoires sous tutelle par les termes de l'accord que vise le territoire en question.

3. Conformément aux dispositions du Chapitre XII de la Charte, l'ancien territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée a été placé sous le régime de tutelle le 13 décembre 1946, date à laquelle l'Assemblée générale a approuvé l'Accord de tutelle pour la Nouvelle-Guinée.

4. Aux termes de cet accord, l'Australie est "la seule Autorité" qui administre le Territoire et elle a les mêmes pouvoirs judiciaires sur ce Territoire "que si ledit Territoire faisait partie intégrante de l'Australie"; elle est fondée à y appliquer les lois "qu'elle estimera correspondre aux besoins et aux conditions de ce Territoire"; elle a la "faculté de faire entrer le Territoire dans une union, ou fédération douanière, fiscale ou administrative avec d'autres territoires non autonomes relevant de sa juridiction . . . et d'établir des services administratifs communs . . . si, à son avis, il est conforme aux intérêts du Territoire et compatible avec les fins essentielles du régime de tutelle de le faire"; elle dispose également du pouvoir de prendre toutes mesures qu'elle estime souhaitables pour la défense du Territoire et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'approbation de l'Assemblée générale lie tous les Etats Membres aux termes de l'Accord et signifie que l'Assemblée approuve l'obligation par laquelle le Gouvernement australien s'engage à administrer le Territoire de manière à atteindre les fins essentielles du régime de tutelle.

5. Avant l'approbation de l'Accord, le Gouvernement australien avait fait savoir à l'Organisation des Nations Unies qu'il avait l'intention d'exercer son droit d'établir une union administrative et des services communs entre la Nouvelle-Guinée et le territoire voisin du Papua. Il a donc nettement précisé qu'il considérerait le futur développement de la Nouvelle-Guinée comme étroitement associé à celui du Papua. En approuvant l'Accord, l'Assemblée générale a approuvé cette intention.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

6. Le *Papua and New Guinea Act* de 1949, qui est une loi du Commonwealth d'Australie, accorde au Territoire sous tutelle les avantages de services communs, d'une union administrative, de régimes législatifs et judiciaires communs; grâce à eux, de l'avis du Gouvernement de l'Australie, l'autorité conjuguée des deux administrations et les efforts communs des deux peuples, dont ils bénéficient mutuellement, permettent de conduire le Territoire dans les conditions les meilleures vers la réalisation des fins du régime de tutelle. Forte de l'approbation de l'Assemblée générale, l'Australie a exercé son droit d'appliquer les lois du Commonwealth d'Australie (en l'espèce la loi relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée) qu'elle estime correspondre aux besoins et à la situation de ce territoire.

7. Certains représentants se sont demandé si les dispositions de la loi relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée n'établissaient pas en fait quelque chose de plus qu'une simple union administrative. En d'autres termes, on s'est demandé si le statut du Territoire avait été modifié et s'il avait cessé d'être un Territoire sous tutelle pour devenir partie intégrante du territoire australien. Une simple constatation des faits montre que tel n'est pas le cas; en réalité, l'éventualité d'une telle intégration est expressément exclue par la loi relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée. Différent en cela d'un territoire souverain, le Territoire de la Nouvelle-Guinée reste placé sous la surveillance des Nations Unies; des rapports annuels sont présentés à son sujet; à chacune de ses réunions annuelles, le Conseil de tutelle interroge un représentant spécial du Territoire; des missions de visite sont envoyées dans le Territoire, des renseignements distincts, statistiques et autres, sont fournis; les frontières du Territoire restent intactes et ses habitants exercent le droit de pétition. L'Australie ne peut pas affirmer et n'affirme pas que le Territoire sous tutelle fait partie intégrante du territoire australien; aux termes de l'Accord de tutelle, l'Australie ne peut exercer que les pouvoirs qui lui ont été conférés, savoir: ceux d'agir comme si ledit territoire faisait partie intégrante de l'Australie. Il importe également de noter que la loi relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée assure expressément aux populations du Territoire sous tutelle le droit d'être représentées au Conseil législatif.

8. Il se pose une autre question importante, celle de savoir si l'union administrative, avec ses services communs, est dans l'intérêt du Territoire sous tutelle et n'est pas incompatible avec les fins du régime de tutelle. En vertu de l'Accord de tutelle, ces critères sont laissés au jugement du Gouvernement australien. On peut affirmer que l'administration et les services communs sont avantageux pour le Territoire, comme le reconnaissent presque tous les observateurs. Le Conseil de tutelle a eu du reste maintes occasions de s'en assurer. On a intentionnellement employé dans le texte anglais de l'Accord de tutelle la double négative "*is not incompatible*" à cause de sa souplesse. La formule affirmative "*compatible*" aurait pu être interprétée de façon si stricte que l'on aurait pu élever des doutes quant à la nécessité ou l'opportunité de mesures non expressément autorisées. L'Autorité chargée de l'administration peut prendre des dispositions qui n'ont pas été expressément autorisées dans l'Article 76 ou dans tout autre texte, à condition que ces dispositions ne soient pas contraires aux fins essentielles du régime de tutelle. Si les mesures et dispositions prises sont dans l'intérêt du Territoire et

ne sont pas incompatibles avec les fins essentielles du régime de tutelle, elles sont conformes aux dispositions de l'Accord de tutelle. Là est le nœud de la question. Il ne s'agit pas d'une question de droit. Le Gouvernement australien est convaincu que les dispositions prises au sujet de la Nouvelle-Guinée sont utiles au Territoire et ne sont pas incompatibles avec les fins essentielles du régime de tutelle.

9. Il serait aussi peu raisonnable d'imposer artificiellement et dans un simple souci d'interprétation pédantesque, un développement distinct aux Territoires du Papua et de la Nouvelle-Guinée et à leur population, qu'il le serait de faire deux entités distinctes du territoire continental et des régions insulaires de la Nouvelle-Guinée. Le niveau de développement, les caractéristiques culturelles, les aptitudes et les perspectives d'avenir des populations situées des deux côtés de la frontière arbitraire qui sépare les deux territoires sont identiques. Leurs besoins sont les mêmes et leur développement futur doit se faire dans la même direction. Par-dessus tout, l'Australie peut aider ces deux territoires plus efficacement en leur fournissant des services communs, et elle peut le faire sans affecter le caractère distinct et le statut évidemment différent du Territoire sous tutelle.

10. Si une petite île de 20 à 30 milles de long, par exemple l'une des îles principales du groupe des Nouvelles-Hébrides, était placée sous le régime international de tutelle à l'exclusion des autres îles, proposerait-on un gouvernement distinct et des services complètement séparés de ceux des autres îles du groupe?

11. L'intention de la Charte des Nations Unies n'est pas de séparer les peuples par des frontières artificielles, avec toutes les possibilités de malentendus et de conflits que cela implique. La Commission devrait tenir compte des objectifs généraux de la Charte et particulièrement de l'Article 76 et renoncer aux chicaneries juridiques et aux problèmes académiques. Le Gouvernement de l'Australie a le souci des intérêts et du bien-être des populations des Territoires sous tutelle qu'il administre. Sous le contrôle du Conseil de tutelle, il remplira scrupuleusement sa mission.

12. M. PIGNON (France) désire expliquer une fois de plus la situation constitutionnelle du Cameroun et du Togo sous administration française dans l'Union française, puisque le Comité des unions administratives a déclaré dans son rapport (A/2217, par. 14) que les observations du Conseil de tutelle sur ce point n'étaient pas concluantes.

13. D'après l'article 60 de la Constitution française du 27 octobre 1946, l'Union française se compose d'une part de la République française, qui comprend la France métropolitaine et les départements et territoires d'outre-mer et, d'autre part, des territoires et Etats associés. Il convient de tracer une distinction nette entre la République française et les Etats ou territoires qui lui sont associés par des liens d'ordre international. M. Pignon cite un passage d'un article du professeur Lampué concernant la situation des territoires et Etats associés dans l'Union française. Dans cet article, qui est reproduit dans le document T/C.1/L.24, le professeur Lampué déclare notamment que la Constitution ne contient qu'une seule référence aux Territoires sous tutelle; elle se borne à mentionner l'existence de la catégorie à laquelle ils appartiennent, c'est-à-dire à les

qualifier; elle s'abstient de toute prescription spéciale en ce qui les concerne. Bien qu'ils soient qualifiés, les territoires associés ne possèdent pas de statut constitutionnel; le constituant ne pouvait pas marquer plus clairement sa volonté de ménager le statut international de ces territoires.

14. Tel était l'aspect constitutionnel du problème quand l'Assemblée générale a procédé à la rédaction et à l'approbation des Accords de tutelle concernant le Togo et le Cameroun sous administration française. L'Assemblée n'ignorait pas que la Constitution française omettait intentionnellement de définir le statut des Territoires sous tutelle; elle connaissait, d'autre part, les dispositions du titre VIII de la Constitution relative à l'Union française, ainsi que les dispositions du titre IV relatives aux traités diplomatiques, qui garantissent que les traités diplomatiques régulièrement ratifiés et publiés ont force de loi, dans le cas même où ils seraient contraires aux lois françaises. Les Accords de tutelle ont ainsi automatiquement préséance sur la loi française. Tous ces faits sont clairement expliqués dans le chapitre VIII du rapport du Comité permanent des unions administratives du Conseil de tutelle (T/1026).

15. Par conséquent, les rapports qui existent entre les Territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun sous administration française et la France ne diffèrent pas, dans leur nature, de ceux qui existent entre l'un quelconque des Territoires sous tutelle et l'Autorité chargée de l'administration de ce territoire. Ils sont fondés sur les Accords de tutelle qui définissent leur caractère et leurs limites, c'est-à-dire les principes et les règles selon lesquels s'exerce l'intervention de la Puissance tutrice. La personnalité propre de cette dernière est en dehors de la question, sauf bien entendu à l'origine lorsque l'Assemblée générale a vérifié le caractère démocratique des institutions de cette Puissance avant de lui confier la mission de tutelle.

16. Aux termes de la section A de l'article 4 des Accords de tutelle relatifs au Togo et au Cameroun sous administration française, la France a pleins pouvoirs de législation, d'administration et de juridiction sur les Territoires, et les administre selon la législation française comme partie intégrante du territoire français. Ces dispositions auraient indiscutablement permis à la France de traiter le Togo et le Cameroun comme des territoires de la République française. Il est paradoxal que le scrupule même qui a conduit le constituant de 1946 à leur conférer le statut particulier de territoires associés, qui préserve leur caractère international, soit à la base des difficultés présentes.

17. En fait, il n'existe pas de problème constitutionnel. M. Pignon a déjà indiqué au Comité permanent des unions administratives que le préambule et tous les autres articles de la Constitution française ne sont applicables aux Territoires sous tutelle que dans la mesure où ils ne dérogent pas à la Charte et aux Accords de tutelle. Toutes les questions qui ont été soulevées, notamment à propos de l'article 75 de la Constitution, se résolvent donc de la façon la plus simple. On a exprimé la crainte que les dispositions de cet article interdisent éventuellement aux populations du Togo et du Cameroun de se séparer de l'Union française pour mener une existence indépendante, sauf à faire intervenir la procédure compliquée d'une révision de la Constitution. Tel n'est nullement le cas. L'article

75 vise uniquement les changements de statut à l'intérieur de l'Union française et ne s'applique donc pas à l'hypothèse envisagée; toute question de ce genre serait résolue selon les principes de l'article 27 de la Constitution, c'est-à-dire sur les bases d'une consultation populaire.

18. Le problème n'est donc pas d'ordre juridique, mais d'ordre moral et politique. Il s'agit seulement de savoir si la Quatrième Commission fait confiance ou non au Gouvernement français lorsqu'il déclare qu'en ce qui concerne spécialement l'émancipation politique, il va sans dire qu'à l'issue du régime de tutelle les populations des Territoires sous tutelle auront la faculté, si tel est leur vœu, de réaliser leurs aspirations hors de l'Union française. Peut-être craint-on, dans certains milieux, que ces populations n'expriment le désir de rester dans l'Union française, car l'appartenance à l'Union française offre aux populations intéressées de grandes possibilités de développement.

19. L'Union française n'est pas une formule rigide, mais une institution vivante et susceptible d'évolution, une création continue. Il est très vraisemblable qu'une bonne part des préventions que semble susciter l'Union française procèdent de l'idée erronée que ce vocable nouveau recouvre la vieille doctrine de l'assimilation. En ce qui concerne les possessions françaises d'outre-mer, les raisons et les limites de la politique dite d'assimilation sont toujours restées telles qu'elles ont été définies dès les premières années de la République française par réaction contre la politique d'assujettissement. L'objet de cette politique était alors d'assurer l'égalité devant la loi aux habitants de tous les territoires où flottait le drapeau français. Cette conception, qui était très en avance sur les idées du moment, est restée une tradition, mais elle ne s'applique qu'aux individus et ses limites sont très précises: elle veut que tous les habitants des territoires dont la France a la charge soient régis par les mêmes règles de droit public et bénéficient des mêmes garanties que les Français de la métropole. Il n'a jamais été question d'imposer, par la force ou la persuasion, un moule unique aux âmes et aux pensées. Au contraire, la France a très scrupuleusement respecté les coutumes et les traditions; elle a préservé et même parfois ranimé certaines civilisations. L'histoire des territoires d'outre-mer français au cours des cent dernières années offre de nombreux exemples de la manière dont la France s'est accommodée de la plus extrême diversité en matière de droit privé. En outre, dans de nombreux cas, certaines mesures d'assimilation ont été demandées et inspirées par les Africains eux-mêmes. M. Pignon cite en exemple la tentative qui a été faite pour rédiger un code pénal pour l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale sur la base des travaux entrepris par les Cours d'appel de Brazzaville et de Dakar, afin d'unifier la coutume indigène en matière pénale. Le code ainsi préparé possédait une incontestable valeur du point de vue sociologique, mais les Africains l'ont rejeté en faveur de l'application pure et simple du code pénal métropolitain.

20. En ce qui concerne, non plus les individus, mais les territoires, la doctrine officielle que la France a mise en pratique n'a jamais été l'assimilation, mais l'association. Les collectivités publiques qui composent l'Union française n'ont pas été coulées dans un moule uniforme ou construites sur le même modèle. Il a

été tenu compte de leurs particularités propres et il leur a été accordé une personnalité juridique beaucoup plus large que celle qui est reconnue aux départements de la métropole. Le représentant de la France compare certains des pouvoirs respectifs d'un conseil général de département français et d'une assemblée territoriale en Afrique française dans les domaines politique, financier, économique et administratif et il montre que, dans de nombreux cas, l'Assemblée territoriale jouit d'une autonomie beaucoup plus grande.

21. Ainsi, le problème des unions administratives concernant les Territoires sous tutelle française se résout à une question de fait: la France applique-t-elle correctement les Accords de tutelle dans l'esprit de l'Article 76 de la Charte et l'association avec l'Union française est-elle profitable ou non au Togo et au Cameroun? Cette question de fait, le Conseil de tutelle l'examine méthodiquement et soigneusement chaque année. C'est parce que le problème est essentiellement un problème de fait que la délégation française ne croit pas à l'utilité de la suggestion du représentant du Brésil et de l'Inde (A/2217, par. 9), qui proposent de soumettre à la Cour internationale de Justice la question des unions administratives en général en lui demandant un avis consultatif sur le point de savoir si ces unions administratives sont compatibles avec la Charte des Nations Unies et avec les Accords de tutelle. L'association du Togo et du Cameroun sous administration française à l'Union française résulte des Accords de tutelle et a été réalisée par eux; il est donc impossible qu'il y ait incompatibilité entre ces accords et la Constitution française. Dans ces conditions, on peut se demander dans quelle direction la Cour internationale de Justice pourrait orienter ses travaux: elle peut difficilement essayer de définir une constitution idéale pour tous les pays appelés à exercer une mission de tutelle, ou rédiger des canons types pour de nouveaux accords de tutelle qui apaiseraient toutes les suspensions qui ont pu se faire jour. En fait, on lui demanderait de constater qu'en décembre 1946, lorsque les Accords de tutelle ont été adoptés, l'Assemblée générale a mal rempli la mission qui lui était confiée, ce qui est inexact. La proposition tendant à renvoyer la question à la Cour internationale de Justice ne gêne pas la délégation française, mais elle considère que cela créerait un dangereux précédent et, en particulier, que cela porterait atteinte au prestige et à l'autorité du Conseil de tutelle qui est le seul organe réellement compétent pour vérifier la compatibilité des unions administratives existantes avec les principes de la Charte et les intérêts des populations des Territoires sous tutelle.

22. La France a pris les plus grandes précautions pour respecter la physionomie particulière et la vie propre des Territoires sous tutelle. Le Togo et le Cameroun ne sont liés aux autres territoires de l'Afrique française par aucune union administrative. C'est par erreur que le paragraphe 321 du document T/1026 indique qu'il existe une union douanière entre le Togo et l'Afrique-Occidentale française. Il existe seulement une tolérance douanière réciproque aux frontières terrestres, analogue à celle que l'on connaît entre le Togo français et le Togo britannique. Si les tribunaux du Togo relèvent encore, pour l'appel, de la Cour de Dakar, c'est parce qu'il aurait été peu rationnel de créer une cour d'appel pour un si petit territoire; mais le Cameroun possède une cour d'appel absolument indépendante de celle de

Brazzaville. Toutes les dispositions de la résolution 326 (VI) de l'Assemblée générale sont donc respectées et l'Assemblée générale, comme le Conseil de tutelle, peut se rendre compte à tout moment, sans aucun obstacle, de la situation du Togo et du Cameroun sur le plan de l'union administrative comme sur tout autre plan.

23. Le représentant de la France note en passant, en réponse aux préventions qui se sont fait jour contre l'Union française en matière de naturalisation, que la législation en vigueur au Cameroun et au Togo est beaucoup plus sévère que celle qui est applicable dans la métropole, en Algérie et dans les départements d'outre-mer aux étrangers de droit commun en vertu du code de la nationalité française. La France ne s'est pas servie de la naturalisation pour assimiler les Camerounais et les Togolais. Depuis la fin de la guerre, il y a eu moins de cinquante naturalisations dans les deux Territoires. Le fait que les Togolais et les Camerounais bénéficient des droits et libertés garantis par le préambule de la Constitution a rendu pour eux sans attrait l'obtention de la nationalité française. En tant que citoyens de l'Union française, ils jouissent de tous les droits et libertés garantis par le préambule de la Constitution. Ces avantages comprennent, entre autres, la liberté totale de circulation, non seulement dans leur pays d'origine, mais encore dans tous les territoires de la République française. En outre, comme le représentant de la France l'a déjà indiqué devant le Comité permanent des unions administratives, cette qualité de citoyen de l'Union française ne fait aucunement obstacle à la création éventuelle d'une nationalité togolaise ou d'une nationalité camerounaise.

24. La représentation au Parlement français des habitants du Togo et du Cameroun a soulevé quelques critiques et beaucoup de suspicion. Le fait d'avoir des représentants au Parlement n'a aucunement affecté la nature juridique des liens qui existent entre le Togo et la France, par exemple. Il s'agit là simplement d'une manifestation de libéralisme qui est entièrement dans l'intérêt des autochtones. La Constitution française de 1946 se caractérise par la prépondérance du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif. Dans ces conditions, la France a pensé qu'il était équitable de fournir aux habitants du Togo et du Cameroun l'occasion de défendre leurs intérêts et de présenter leurs points de vue. Leur participation aux travaux du Parlement français donne en même temps aux représentants du Togo et du Cameroun une excellente occasion de se préparer à l'exercice de responsabilités plus larges.

25. Il est impossible de dire que le système de l'Union française empêche ou retarde le développement du Cameroun et du Togo. L'un des résultats dont la France s'enorgueillit le plus, c'est l'éveil d'une vie politique active dans les deux Territoires et la naissance, par-dessus les anciennes rivalités tribales, d'une conscience nationale déjà vivace. L'Union française, loin d'étouffer la naissance de cette conscience nationale, l'a favorisée en multipliant les occasions, pour des hommes très différents d'origine, appartenant à des rameaux très divers de la race africaine et souvent séparés par le souvenir de luttes sanglantes dans le passé, de travailler ensemble au sein d'institutions démocratiques en vue d'un intérêt commun.

26. Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) déclare qu'il partage entièrement le point de vue exprimé à la 292ème séance par le représentant de la Belgique. Il est évident que le principe des unions administratives n'est contraire ni à la Charte ni aux Accords de tutelle. Ces unions sont expressément prévues dans les Accords de tutelle et sont compatibles avec la Charte. Les doutes exprimés dans le rapport du Comité des unions administratives (A/2217) et les déclarations des représentants du Brésil et de l'Inde (292ème séance) ne visent donc nécessairement que le fonctionnement pratique des unions administratives. Certaines décisions administratives, strictement conformes aux termes des Accords de tutelle, ont pu, aux yeux de plusieurs représentants, ne pas paraître suffisamment propres à favoriser les buts du régime de tutelle. C'est là une donnée de fait et un jugement d'ordre politique ou administratif plutôt qu'une question de droit.

27. Les Territoires du Cameroun et du Togo sous tutelle britannique sont administrés comme parties intégrantes des territoires britanniques limitrophes de la Nigéria et de la Côte-de-l'Or respectivement, conformément aux dispositions de l'alinéa *a* de l'article 5 des Accords de tutelle et aux explications fournies par le représentant du Royaume-Uni<sup>1</sup> lors de l'examen de ces accords par l'Assemblée générale. C'est dans ces conditions entièrement et incontestablement légales que l'administration de ces territoires a été intégrée à celle des territoires voisins. Il n'a donc pas été nécessaire de faire appel aux dispositions de l'alinéa *b* de l'article 5 de l'Accord de tutelle, qui autorisent l'Autorité administrante à faire entrer le Territoire dans une union administrative et à établir des services communs; c'est, en effet, en application de clauses telles que celles de l'alinéa *b* de l'article 5 que les unions administratives proprement dites ont été réalisées.

28. Pratiquement, c'est en vertu de l'alinéa *b* de l'article 5 de l'Accord de tutelle pour le Tanganyika que certains services communs, dont bénéficie le Territoire sous tutelle, ont été créés pour les territoires britanniques d'Afrique orientale. Ces dispositions peuvent à juste titre être considérées comme une union administrative et l'on peut constater, en parcourant le rapport du Comité des unions administratives (A/2217), ainsi que le rapport spécial du Conseil de tutelle (A/2151), que ces dispositions sont parfaitement justifiées sur le plan légal par l'alinéa *b* de l'article 5. Elles sont donc parfaitement compatibles avec l'Accord de tutelle qui, de son côté, est sans aucun doute conforme à la Charte.

29. Ce que le Conseil de tutelle peut examiner et passer en revue de façon constante, et qu'il ne manque d'ailleurs pas d'examiner, c'est l'application pratique des dispositions et la mesure dans laquelle elles contribuent ou non à assurer la réalisation des objectifs du régime de tutelle.

30. Il n'est manifestement pas nécessaire de solliciter l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur un problème dont la solution ne fait aucun doute. D'ailleurs, durant toutes les années qu'il a passées à examiner soigneusement les unions administratives, le Conseil de tutelle n'a pas jugé nécessaire de se servir du droit qu'il détient en vertu de la résolution 224 (III)

de l'Assemblée générale de demander un avis consultatif à la Cour internationale. La Commission pourrait attirer l'attention du Conseil sur le rapport du Comité des unions administratives, en particulier le paragraphe 9, et sur les discussions auxquelles ce rapport a donné lieu à la Quatrième Commission; elle pourrait inviter le Conseil à reconsidérer la question de savoir si elle doit se servir du droit, qui lui a accordé la résolution 224 (III), de solliciter un avis consultatif. La délégation britannique estime, pour sa part, que cette requête n'est pas nécessaire. Les problèmes à résoudre ne sont pas d'ordre juridique. Ce sont des problèmes pratiques, qu'il vaut mieux faire étudier par le Conseil de tutelle et ses missions périodiques de visite. A son avis, la Commission devrait donc adopter, sans plus de discussion, le projet de résolution présenté dans le document A/2217.

31. M. GAJEWSKI (Pologne) déclare qu'une fois de plus le Conseil de tutelle s'est montré incapable de présenter des propositions concrètes pour la solution du problème des unions administratives.

32. De l'avis de la délégation polonaise, la proposition du Brésil et de l'Irak (A/C.4/L.246) tendant à renvoyer la question à la Cour internationale de Justice ne ferait que retarder encore le règlement du problème.

33. Les rapports soumis à la présente session de l'Assemblée générale, notamment le rapport du Comité des unions administratives (A/2217) et le rapport spécial du Conseil de tutelle (A/2151), donnent l'impression qu'aux yeux de certains Etats Membres, tout le problème des unions administratives n'est qu'un prétexte pour d'interminables études théoriques et la compilation de documents. La délégation polonaise ne partage pas l'optimisme qui se dégage de ces rapports. Le problème des unions administratives n'est pas un problème abstrait; les débats prolongés auxquels il a donné lieu et la compilation de documents ne peuvent pas constituer une fin en soi: ils se sont utiles que dans la mesure où ils permettent d'obtenir des résultats concrets. Or on ne pourra arriver à des résultats concrets qu'à condition que la Quatrième Commission estime à sa juste valeur l'importance du problème et élabore un programme d'action dont le but sera le bien-être des populations autochtones des Territoires sous tutelle.

34. Eu égard à la résolution 563 (VI) de l'Assemblée générale, la Quatrième Commission aurait été en droit d'espérer qu'après quatre années de débats sur la question, le Conseil de tutelle ne limiterait pas son action à la compilation des faits et à l'enregistrement des différentes opinions exprimées. Elle avait, au contraire, espéré qu'elle serait saisie de conclusions concrètes; au lieu de cela, on lui a soumis des conclusions dont le seul but est de justifier les mesures par lesquelles les Autorités administrantes, sous le couvert des prétendues unions administratives et contrairement aux principes de la Charte, réalisent l'annexion des Territoires sous tutelle, qu'ils ravalent au rang de colonies. Les conclusions du rapport spécial ne font malheureusement que compliquer encore le problème et visent à présenter la conduite des Autorités administrantes sous l'angle le plus avantageux possible.

35. L'étude de la question montre que les Autorités administrantes sont coupables d'une violation flagrante des obligations qu'elles ont contractées en vertu de la

<sup>1</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième partie de la première session, Quatrième Commission, deuxième partie, 16ème séance.

été tenu compte de leurs particularités propres et il leur a été accordé une personnalité juridique beaucoup plus large que celle qui est reconnue aux départements de la métropole. Le représentant de la France compare certains des pouvoirs respectifs d'un conseil général de département français et d'une assemblée territoriale en Afrique française dans les domaines politique, financier, économique et administratif et il montre que, dans de nombreux cas, l'Assemblée territoriale jouit d'une autonomie beaucoup plus grande.

21. Ainsi, le problème des unions administratives concernant les Territoires sous tutelle française se résout à une question de fait: la France applique-t-elle correctement les Accords de tutelle dans l'esprit de l'Article 76 de la Charte et l'association avec l'Union française est-elle profitable ou non au Togo et au Cameroun? Cette question de fait, le Conseil de tutelle l'examine méthodiquement et soigneusement chaque année. C'est parce que le problème est essentiellement un problème de fait que la délégation française ne croit pas à l'utilité de la suggestion du représentant du Brésil et de l'Inde (A/2217, par. 9), qui proposent de soumettre à la Cour internationale de Justice la question des unions administratives en général en lui demandant un avis consultatif sur le point de savoir si ces unions administratives sont compatibles avec la Charte des Nations Unies et avec les Accords de tutelle. L'association du Togo et du Cameroun sous administration française à l'Union française résulte des Accords de tutelle et a été réalisée par eux; il est donc impossible qu'il y ait incompatibilité entre ces accords et la Constitution française. Dans ces conditions, on peut se demander dans quelle direction la Cour internationale de Justice pourrait orienter ses travaux: elle peut difficilement essayer de définir une constitution idéale pour tous les pays appelés à exercer une mission de tutelle, ou rédiger des canons types pour de nouveaux accords de tutelle qui apaiseraient toutes les suspensions qui ont pu se faire jour. En fait, on lui demanderait de constater qu'en décembre 1946, lorsque les Accords de tutelle ont été adoptés, l'Assemblée générale a mal rempli la mission qui lui était confiée, ce qui est inexact. La proposition tendant à renvoyer la question à la Cour internationale de Justice ne gêne pas la délégation française, mais elle considère que cela créerait un dangereux précédent et, en particulier, que cela porterait atteinte au prestige et à l'autorité du Conseil de tutelle qui est le seul organe réellement compétent pour vérifier la compatibilité des unions administratives existantes avec les principes de la Charte et les intérêts des populations des Territoires sous tutelle.

22. La France a pris les plus grandes précautions pour respecter la physionomie particulière et la vie propre des Territoires sous tutelle. Le Togo et le Cameroun ne sont liés aux autres territoires de l'Afrique française par aucune union administrative. C'est par erreur que le paragraphe 321 du document T/1026 indique qu'il existe une union douanière entre le Togo et l'Afrique-Occidentale française. Il existe seulement une tolérance douanière réciproque aux frontières terrestres, analogue à celle que l'on connaît entre le Togo français et le Togo britannique. Si les tribunaux du Togo relèvent encore, pour l'appel, de la Cour de Dakar, c'est parce qu'il aurait été peu rationnel de créer une cour d'appel pour un si petit territoire; mais le Cameroun possède une cour d'appel absolument indépendante de celle de

Brazzaville. Toutes les dispositions de la résolution 326 (VI) de l'Assemblée générale sont donc respectées et l'Assemblée générale, comme le Conseil de tutelle, peut se rendre compte à tout moment, sans aucun obstacle, de la situation du Togo et du Cameroun sur le plan de l'union administrative comme sur tout autre plan.

23. Le représentant de la France note en passant, en réponse aux préventions qui se sont fait jour contre l'Union française en matière de naturalisation, que la législation en vigueur au Cameroun et au Togo est beaucoup plus sévère que celle qui est applicable dans la métropole, en Algérie et dans les départements d'outre-mer aux étrangers de droit commun en vertu du code de la nationalité française. La France ne s'est pas servie de la naturalisation pour assimiler les Camerounais et les Togolais. Depuis la fin de la guerre, il y a eu moins de cinquante naturalisations dans les deux Territoires. Le fait que les Togolais et les Camerounais bénéficient des droits et libertés garantis par le préambule de la Constitution a rendu pour eux sans attrait l'obtention de la nationalité française. En tant que citoyens de l'Union française, ils jouissent de tous les droits et libertés garantis par le préambule de la Constitution. Ces avantages comprennent, entre autres, la liberté totale de circulation, non seulement dans leur pays d'origine, mais encore dans tous les territoires de la République française. En outre, comme le représentant de la France l'a déjà indiqué devant le Comité permanent des unions administratives, cette qualité de citoyen de l'Union française ne fait aucunement obstacle à la création éventuelle d'une nationalité togolaise ou d'une nationalité camerounaise.

24. La représentation au Parlement français des habitants du Togo et du Cameroun a soulevé quelques critiques et beaucoup de suspicion. Le fait d'avoir des représentants au Parlement n'a aucunement affecté la nature juridique des liens qui existent entre le Togo et la France, par exemple. Il s'agit là simplement d'une manifestation de libéralisme qui est entièrement dans l'intérêt des autochtones. La Constitution française de 1946 se caractérise par la prépondérance du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif. Dans ces conditions, la France a pensé qu'il était équitable de fournir aux habitants du Togo et du Cameroun l'occasion de défendre leurs intérêts et de présenter leurs points de vue. Leur participation aux travaux du Parlement français donne en même temps aux représentants du Togo et du Cameroun une excellente occasion de se préparer à l'exercice de responsabilités plus larges.

25. Il est impossible de dire que le système de l'Union française empêche ou retarde le développement du Cameroun et du Togo. L'un des résultats dont la France s'enorgueillit le plus, c'est l'éveil d'une vie politique active dans les deux Territoires et la naissance, par-dessus les anciennes rivalités tribales, d'une conscience nationale déjà vivace. L'Union française, loin d'étouffer la naissance de cette conscience nationale, l'a favorisée en multipliant les occasions, pour des hommes très différents d'origine, appartenant à des rameaux très divers de la race africaine et souvent séparés par le souvenir de luttes sanglantes dans le passé, de travailler ensemble au sein d'institutions démocratiques en vue d'un intérêt commun.



26. Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) déclare qu'il partage entièrement le point de vue exprimé à la 292ème séance par le représentant de la Belgique. Il est évident que le principe des unions administratives n'est contraire ni à la Charte ni aux Accords de tutelle. Ces unions sont expressément prévues dans les Accords de tutelle et sont compatibles avec la Charte. Les doutes exprimés dans le rapport du Comité des unions administratives (A/2217) et les déclarations des représentants du Brésil et de l'Inde (292ème séance) ne visent donc nécessairement que le fonctionnement pratique des unions administratives. Certaines décisions administratives, strictement conformes aux termes des Accords de tutelle, ont pu, aux yeux de plusieurs représentants, ne pas paraître suffisamment propres à favoriser les buts du régime de tutelle. C'est là une donnée de fait et un jugement d'ordre politique ou administratif plutôt qu'une question de droit.

27. Les Territoires du Cameroun et du Togo sous tutelle britannique sont administrés comme parties intégrantes des territoires britanniques limitrophes de la Nigéria et de la Côte-de-l'Or respectivement, conformément aux dispositions de l'alinéa *a* de l'article 5 des Accords de tutelle et aux explications fournies par le représentant du Royaume-Uni<sup>1</sup> lors de l'examen de ces accords par l'Assemblée générale. C'est dans ces conditions entièrement et incontestablement légales que l'administration de ces territoires a été intégrée à celle des territoires voisins. Il n'a donc pas été nécessaire de faire appel aux dispositions de l'alinéa *b* de l'article 5 de l'Accord de tutelle, qui autorisent l'Autorité administrante à faire entrer le Territoire dans une union administrative et à établir des services communs; c'est, en effet, en application de clauses telles que celles de l'alinéa *b* de l'article 5 que les unions administratives proprement dites ont été réalisées.

28. Pratiquement, c'est en vertu de l'alinéa *b* de l'article 5 de l'Accord de tutelle pour le Tanganyika que certains services communs, dont bénéficie le Territoire sous tutelle, ont été créés pour les territoires britanniques d'Afrique orientale. Ces dispositions peuvent à juste titre être considérées comme une union administrative et l'on peut constater, en parcourant le rapport du Comité des unions administratives (A/2217), ainsi que le rapport spécial du Conseil de tutelle (A/2151), que ces dispositions sont parfaitement justifiées sur le plan légal par l'alinéa *b* de l'article 5. Elles sont donc parfaitement compatibles avec l'Accord de tutelle qui, de son côté, est sans aucun doute conforme à la Charte.

29. Ce que le Conseil de tutelle peut examiner et passer en revue de façon constante, et qu'il ne manque d'ailleurs pas d'examiner, c'est l'application pratique des dispositions et la mesure dans laquelle elles contribuent ou non à assurer la réalisation des objectifs du régime de tutelle.

30. Il n'est manifestement pas nécessaire de solliciter l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur un problème dont la solution ne fait aucun doute. D'ailleurs, durant toutes les années qu'il a passées à examiner soigneusement les unions administratives, le Conseil de tutelle n'a pas jugé nécessaire de se servir du droit qu'il détient en vertu de la résolution 224 (III)

de l'Assemblée générale de demander un avis consultatif à la Cour internationale. La Commission pourrait attirer l'attention du Conseil sur le rapport du Comité des unions administratives, en particulier le paragraphe 9, et sur les discussions auxquelles ce rapport a donné lieu à la Quatrième Commission; elle pourrait inviter le Conseil à reconsidérer la question de savoir si elle doit se servir du droit, qui lui a accordé la résolution 224 (III), de solliciter un avis consultatif. La délégation britannique estime, pour sa part, que cette requête n'est pas nécessaire. Les problèmes à résoudre ne sont pas d'ordre juridique. Ce sont des problèmes pratiques, qu'il vaut mieux faire étudier par le Conseil de tutelle et ses missions périodiques de visite. A son avis, la Commission devrait donc adopter, sans plus de discussion, le projet de résolution présenté dans le document A/2217.

31. M. GAJEWSKI (Pologne) déclare qu'une fois de plus le Conseil de tutelle s'est montré incapable de présenter des propositions concrètes pour la solution du problème des unions administratives.

32. De l'avis de la délégation polonaise, la proposition du Brésil et de l'Irak (A/C.4/L.246) tendant à renvoyer la question à la Cour internationale de Justice ne ferait que retarder encore le règlement du problème.

33. Les rapports soumis à la présente session de l'Assemblée générale, notamment le rapport du Comité des unions administratives (A/2217) et le rapport spécial du Conseil de tutelle (A/2151), donnent l'impression qu'aux yeux de certains Etats Membres, tout le problème des unions administratives n'est qu'un prétexte pour d'interminables études théoriques et la compilation de documents. La délégation polonaise ne partage pas l'optimisme qui se dégage de ces rapports. Le problème des unions administratives n'est pas un problème abstrait; les débats prolongés auxquels il a donné lieu et la compilation de documents ne peuvent pas constituer une fin en soi: ils se sont utiles que dans la mesure où ils permettent d'obtenir des résultats concrets. Or on ne pourra arriver à des résultats concrets qu'à condition que la Quatrième Commission estime à sa juste valeur l'importance du problème et élabore un programme d'action dont le but sera le bien-être des populations autochtones des Territoires sous tutelle.

34. Eu égard à la résolution 563 (VI) de l'Assemblée générale, la Quatrième Commission aurait été en droit d'espérer qu'après quatre années de débats sur la question, le Conseil de tutelle ne limiterait pas son action à la compilation des faits et à l'enregistrement des différentes opinions exprimées. Elle avait, au contraire, espéré qu'elle serait saisie de conclusions concrètes; au lieu de cela, on lui a soumis des conclusions dont le seul but est de justifier les mesures par lesquelles les Autorités administrantes, sous le couvert des prétendues unions administratives et contrairement aux principes de la Charte, réalisent l'annexion des Territoires sous tutelle, qu'ils ravalent au rang de colonies. Les conclusions du rapport spécial ne font malheureusement que compliquer encore le problème et visent à présenter la conduite des Autorités administrantes sous l'angle le plus avantageux possible.

35. L'étude de la question montre que les Autorités administrantes sont coupables d'une violation flagrante des obligations qu'elles ont contractées en vertu de la

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième partie de la première session, Quatrième Commission, deuxième partie*, 16ème séance.

Charte vis-à-vis des Nations Unies et des populations autochtones. Que l'on donne aux territoires en question le nom de territoires associés, comme dans le cas du Togo et du Cameroun sous administration française, ou qu'il s'agisse d'une organisation interterritoriale, comme c'est le cas du Tanganyika, ces unions ont été créées sans l'assentiment préalable des Nations Unies et sans que les autochtones aient été consultés. Ainsi, l'Organisation s'est trouvée devant un fait accompli, et elle a été, dans une certaine mesure, empêchée de mettre en œuvre les principes du régime international de tutelle énoncés au Chapitre XII de la Charte.

36. A ce propos, M. Gajewski attire l'attention sur le chapitre VIII du rapport spécial, qui concerne le Cameroun et le Togo sous administration française. A la suite d'une décision arbitraire et unilatérale du Gouvernement français, ces deux territoires ont été incorporés à l'Union française sous le nom de "Territoires associés". Par ce procédé on voulait transférer cette question du domaine du droit international à celui du droit interne français, en violation de l'Article 75 de la Charte. La France a incorporé ces deux Territoires dans l'Union française sans avoir demandé l'avis des autochtones. Il existe dans ces Territoires des assemblées législatives, mais elles ont pour unique fonction de voter les impôts, fait que le représentant de la France a confirmé à la 29<sup>ème</sup> séance du Comité permanent des unions administratives du Conseil de tutelle. La déclaration de ce représentant avait pour but, comme les autres déclarations faites par les représentants des autres Autorités administrantes, d'embrouiller la question et de justifier les décisions prises par les autorités françaises; elle illustre la façon dont ces autorités interprètent la résolution 326 (IV) de l'Assemblée générale. Les autochtones du Togo et du Cameroun ne peuvent espérer faire des progrès sur le plan politique, économique et social ni arriver à l'autonomie d'abord, à l'indépendance ensuite, tant que la compétence de leurs organes législatifs se limitera au vote des impôts. Ce sont là, semble-t-il, aux yeux du Gouvernement français, les attributions des organes législatifs.

37. Cependant, les réserves les plus importantes ont trait à la question de savoir par quel moyen les territoires qui ont été incorporés dans l'Union française pourront un jour devenir indépendants. Aux termes de la Constitution française de 1946, ils ont le statut de "Territoires associés" de l'Union française et sont administrés par la France conformément aux lois en vigueur dans l'Union française. Leurs rapports avec la République française sont déterminés par les organes législatifs et exécutifs siégeant à Paris. Il est clair que le but principal du régime de tutelle, énoncé dans l'Article 76 de la Charte, a été subordonné à la loi interne française et soumis à la libre décision des autorités françaises, en violation des termes de la Charte et des obligations que l'Autorité administrante a expressément assumées en signant l'Accord de tutelle. C'est par des procédés de ce genre que l'on a essayé d'enlever à l'Organisation les moyens d'assurer aux Territoires du Togo et du Cameroun la possibilité de parvenir à l'autonomie ou à l'indépendance; c'est par de tels procédés qu'on a voulu empêcher l'Organisation de contrôler l'administration des Territoires sous tutelle et d'encourager leur progrès politique, économique et social. La question des moyens par lesquels le Togo et le

Cameroun pourraient parvenir à l'autonomie et à l'indépendance a déjà été discutée au sein de l'Organisation. L'opinion exprimée aux points 2 et 3 de l'alinéa e du paragraphe 312 du rapport spécial (A/2151) montre que l'attitude du Conseil de tutelle n'est conforme ni aux dispositions de la Charte ni à ses propres obligations.

38. L'Organisation interterritoriale de l'Est-Africain a été créée sans l'assentiment préalable de l'Organisation des Nations Unies et sans consultation des autochtones du Tanganyika. Dès le début, on a exprimé la crainte aux Nations Unies que le Tanganyika ne tombe sous la dépendance économique du Kenya et de l'Ouganda, étant donné la disproportion entre la puissance économique du Tanganyika d'une part et celle du Kenya et de l'Ouganda d'autre part. Certains représentants ont fait remarquer aussi qu'étant donné sa superficie importante, le Tanganyika pouvait et devait être administré séparément. La Mission de visite des Nations Unies en Afrique orientale de 1948 avait reconnu que l'Organisation interterritoriale de l'Est-Africain était plus qu'une simple organisation administrative<sup>2</sup>. Elle a également signalé l'inquiétude exprimée par de nombreux Africains, Asiatiques et Européens de voir le Gouvernement du Tanganyika devenir une simple autorité provinciale et le Conseil législatif un simple conseil provincial.

39. Le rapport spécial du Conseil de tutelle montre que, là encore, le Conseil n'a pas su adopter une attitude ferme. Bien qu'il ait confirmé le principe selon lequel la création d'une union administrative ne devrait en aucune façon faire obstacle au développement progressif d'un Territoire sous tutelle et que les intérêts de ce Territoire ne devraient pas être subordonnés à ceux d'autres territoires faisant partie de l'union administrative, le Conseil n'a pas su ou n'a pas voulu tirer les conséquences qui s'imposaient de toute une série de faits qui prouvaient qu'en ce qui concerne le Tanganyika ce principe n'avait pas été respecté. Il a déclaré au contraire que les instruments qui portent création de l'organisation interterritoriale de l'Est-Africain ne semblent pas incompatibles avec la Charte des Nations Unies et avec l'Accord de tutelle pour le Tanganyika.

40. Quant au Territoire du Cameroun sous tutelle britannique, il a été incorporé au Protectorat de la Nigéria. Une organisation commune, administrative, législative et judiciaire, y a été créée. Le gouverneur de la Nigéria est en même temps gouverneur du Cameroun et le siège du gouvernement est à Lagos. Le Cameroun n'a pas de budget séparé. La Mission de visite des Nations Unies de 1949 dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale a exprimé l'avis que l'intégration administrative avec la Nigéria a été réalisée au maximum<sup>3</sup>. Tous ces faits indiquent que le Cameroun a été en fait annexé, et que sa population ne jouit d'aucune possibilité de progrès politique, économique ou social.

41. Une situation identique existe au Togo sous administration britannique, dont les parties respectives ont été incorporées aux diverses unités administratives de la colonie de la Côte-de-l'Or. Le Territoire sous tutelle a été fractionné à tel point que certaines parties sont

<sup>2</sup> Voir *Procès-verbaux officiels du Conseil de tutelle, quatrième session, Supplément No. 3*, p. 60.

<sup>3</sup> *Ibid.*, *Septième session, Supplément No. 2*, p. 20.



administrées par des autorités autochtones qui ont leur siège en dehors du Territoire. Il en résulte que le Togo n'a aucune autonomie législative, judiciaire ou budgétaire. Le rattachement du Togo à la Côte-de-l'Or a eu aussi des répercussions défavorables sur le développement économique du Territoire. Le produit principal d'exportation, le cacao, ne peut être exporté directement mais doit être vendu par l'intermédiaire du Gold Coast Cocoa Marketing Board, ce qui entraîne pour le Togo des pertes matérielles considérables.

42. M. Gajewski déclare que les faits qu'il a cités à propos du Togo et du Cameroun sous administration britannique sont confirmés dans le rapport du Comité des unions administratives (A/2217). Les paroles indulgentes du rapport voilent des faits très graves: les Autorités administrantes poursuivent une politique contraire à leurs obligations internationales et aux intérêts des autochtones; elles ont inauguré un processus rétrograde de recolonisation des Territoires sous tutelle. Cette politique se traduit par le rattachement des Territoires sous tutelle à des territoires coloniaux et par la suppression de l'autonomie locale dont ces territoires jouissaient auparavant. On ne peut fermer les yeux sur des faits de ce genre car ils tendent à saper l'ensemble du régime de tutelle.

43. La délégation de la Pologne a toujours soutenu que la fusion des Territoires sous tutelle et des territoires non autonomes sous l'apparence d'unions administratives est contraire aux principes de la Charte. Si les Autorités administrantes se souciaient réellement du

bien-être des autochtones, elles auraient agi tout à fait différemment. C'est le régime de tutelle qui aurait été appliqué aux territoires non autonomes limitrophes des Territoires sous tutelle. Les Autorités administrantes ont le devoir de conserver le caractère politique et économique distinct des Territoires sous tutelle; le système des unions administratives constitue un obstacle à l'évolution de ces territoires vers l'autonomie ou l'indépendance.

44. Le projet de résolution qui figure dans le rapport du Comité des unions administratives (A/2217, par. 15) constitue un pas en arrière. Etant donné tous les faits et les mesures illégales des Puissances coloniales, la Quatrième Commission doit adopter une attitude claire et nette. Les Nations Unies ont confié aux Autorités administrantes la tâche de conduire les Territoires sous tutelle vers l'autonomie ou l'indépendance. Elle ne peut pas donner son accord aux mesures prises pour les ramener à l'état de colonies. Il faut que la Charte et les Accords de tutelle soient respectés.

45. La délégation de la Pologne votera en faveur du projet de résolution présenté par l'Union soviétique (A/C.4/L.247) qui propose une solution raisonnable du problème dans l'intérêt des populations des Territoires sous tutelle. Il constitue un pas en avant dans la voie du règlement de la question, conformément à l'esprit et à la lettre de la Charte.

La séance est levée à 12 h. 50.